



## **BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL**

15 février 2017

Enquête réalisée par PluriConseil du 6 au 8 février 2017 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### **Economie et démocratie**

**Par Eric NG PING CHEUN**

Dans son *Democracy Index* de 2016, en date du 25 janvier 2017, l'*Economist Intelligence Unit* accorde le statut de « *Full Democracy* » à l'île Maurice, classée 18ème au niveau mondial devant les Etats Unis (21ème), devenus « démocratie imparfaite ». Pourtant, aucun Mauricien ne peut raisonnablement croire que son pays était l'année dernière plus démocratique que celui d'Obama. Il est vrai qu'on n'est plus au temps où Alexis de Tocqueville observait la démocratie en Amérique. Le pays de l'Oncle Sam a traversé deux siècles d'étatisme et a ainsi beaucoup changé. En 1835, lorsque parut *De la Démocratie en Amérique*, une nouvelle société civile avait émergé à travers l'activité économique, la propriété privée et le libre échange. Aujourd'hui mis au pas par le pouvoir politique, la société civile a perdu de consistance et se trouve déstructurée, les citoyens américains ayant désappris leurs responsabilités économiques. C'est une dérive démocratique sur laquelle Donald Trump a su surfer pour se faire élire.

L'étymologie de la démocratie, c'est le pouvoir du peuple. Comme la population n'exerce ce pouvoir qu'à l'occasion d'élections libres, la démocratie est assimilée au processus électoral et à la loi de la majorité qui la caractérise. Mais cette loi peut être utilisée de manière arbitraire, jusqu'à légitimer une dictature. Pour que l'onction électorale ne soit pas une façade de démocratie, la démocratie doit consister à protéger les droits de la minorité, notamment du plus minoritaire, l'individu : la démocratie, c'est le respect des droits individuels, conforme à la liberté de l'individu. Pour protéger chaque individu contre les abus du pouvoir politique, la démocratie repose sur l'état de droit.

La Constitution du pays donne des garanties, mais elles ne sont pas suffisantes. Les juges nous diront ce qu'ils pensent des conditions de la passation de pouvoir entre Jugnauth père et fils. Quelle que soit leur interprétation de la loi suprême du pays, il faut aussi une vigilance permanente des citoyens et leur contribution personnelle à faire respecter leurs droits. C'est ainsi que se forme une société civile vigoureuse et dynamique.

Personne ne peut prétendre qu'elle n'est pas interpellée par les développements politiques actuels du pays. Il faut vraiment être sourd et aveugle pour dire qu'ils apportent « de la clarté à la situation politique » et « plus de visibilité économique au pays ». La confusion est totale au plan politique, et l'incertitude encore plus grande sur le front économique. Chaque semaine apporte son lot de révélations embarrassantes pour le gouvernement. La perception, qui précède toute action, pèse lourd dans la prise de décision des acteurs économiques.

La conjoncture politique met à l'épreuve les qualités personnelles de chaque Mauricien, dont le comportement déterminera l'avenir économique du pays. Chacun devra fournir un effort pour assumer ses obligations citoyennes. Il ou elle aura à développer l'esprit de responsabilité. Si Tocqueville admirait la démocratie américaine, c'est précisément parce que les qualités individuelles nécessaires à la société civile étaient mises en valeur.

L'économie de Maurice dépend plus que jamais de sa vitalité démocratique. Paradoxalement, nous ne pouvons pas compter sur le soutien des opérateurs économiques bien qu'ils profitent du combat pour la démocratie. Libre à ceux qui vendent leur conscience professionnelle pour pouvoir décrocher des permis de développement, des contrats de travail dans les entreprises publiques, ou plus de facilités gouvernementales à l'achat immobilier. Libre à ces organisations du secteur privé qui sont disposées à « travailler avec n'importe quel Premier ministre ». On aura compris que les intérêts économiques passent avant la démocratie. Mais comme l'écrit *l'express dimanche*, « il faut que les hommes libres souhaitent demeurer libres. Quand l'intérêt personnel primera partout sur la responsabilité citoyenne envers le pays, nous serons en dictature. »

Dans notre démocratie supposément parfaite, les gens ont peur de s'exprimer à visage découvert, si ce n'est qu'ils le font avec la langue de bois, quand ils ne caressent pas les gouvernants dans le sens du poil. Le drame de la démocratie mauricienne, c'est la passivité des citoyens, leur désintérêt pour la société, leur indifférence aux enjeux politiques, leur ignorance des réalités économiques. Beaucoup restent dans leur petit confort, les uns par désenchantement, les autres par découragement. Mais ne pas agir, c'est subir. En demeurant de simples spectateurs de la démocratie, nous encourageons ses déviations, et nous nous en remettons aux politiciens, nous plaignant ensuite de leur incompétence, de leur indécence et de leur affairisme.

Les hommes libres qui composent la société civile ne pourront défendre la démocratie et la liberté que s'ils s'impliquent dans la vie publique. C'est l'engagement personnel et la responsabilité individuelle qui guident l'avenir de la démocratie. Si tout le monde se fie à la collectivité, les partis politiques contrôleront la chose publique et ôteront aux citoyens toute envie de s'intéresser à la vie démocratique. Le Mauricien est tellement loin des décisions politiques qu'il laisse le champ libre aux lobbies économiques.

Mais les entreprises elles-mêmes en sortiront perdantes. Une démocratie embrigadée par les politiciens favorise l'étatisation de l'économie et débouche sur une société sans initiative. C'est la mentalité bureaucratique qui prime sur l'esprit entrepreneurial. C'est la puissance publique qui règne sur la confiance indispensable aux échanges économiques. Et c'est l'usage de la coercition politique qui dicte les règles de l'économie.

**([www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com))**

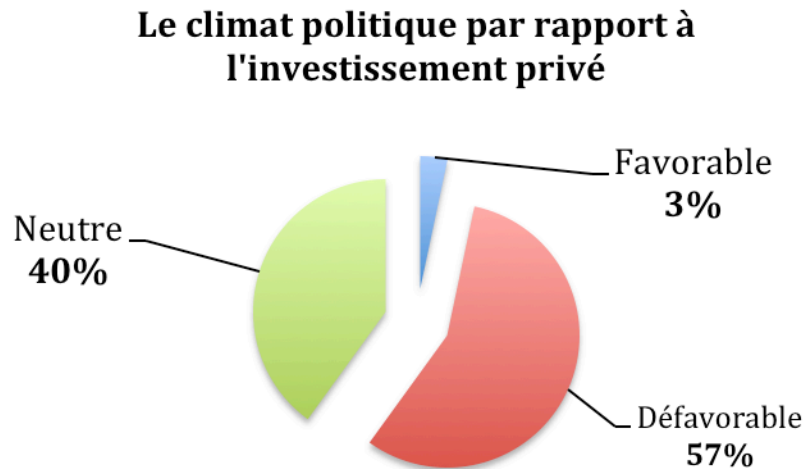
1) Selon vous, le pays vit actuellement dans...

La Sérénité	3%
L'Agitation	43%
L'Indifférence	53%

### **L'indifférence des Mauriciens**

Alors que le débat fait rage sur la question de passation de pouvoir entre Jugnauth père et fils, les Mauriciens y restent indifférents, observent 53% des sondés. Certains parlent de « lassitude », tant les gens sont « *tired of all these politicking* ». Pour un économiste, « malgré le mécontentement de la population sur divers sujets, il y a comme un laisser-aller des gens, et cela engendre une certaine indifférence ». Celle-ci se porte plutôt sur « *the political situation as generally Mauritians are indifferent* ». Du moins en apparence, car 43% des répondants constatent, eux, que le pays vit dans l'agitation. L'opposition, désormais constituée de trois grands partis et de deux petits partis, fait feu de tout bois même si c'est chacun de son côté.

2) Comment trouvez-vous le climat politique par rapport à l'investissement privé ?



### **Climat politique défavorable**

Dans un pays où il y a de l'agitation, le climat politique ne peut qu'être défavorable à l'investissement privé. C'est ce que pensent 57% des personnes interrogées. On voit de « l'ingérence politique qui est toujours présente », et des politiciens qui s'entre-déchirent. De plus, « *certain recent nominations and appointments are questionable* ». Pendant que « *worldwide the investment climate is deteriorating, even in the United States* », ici « les tergiversations du gouvernement sont très décourageantes pour l'investissement local et étranger », avec « *lots of announcements but no real action* ». La saga BAI ne finit pas de frapper les esprits des investisseurs potentiels, de par la manière dont un groupe privé a été dépossédé de ses biens.

3) Pour vous, Rishi Bhadain avec ses dossiers représente pour le gouvernement...

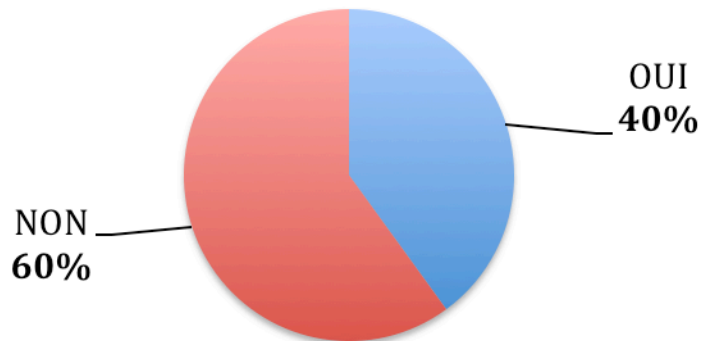
Une Menace	10%
Une Nuisance	77%
Aucun Danger	13%

### **Une nuisance pour le gouvernement**

L'ex-ministre Rishi Bhadain, qui était un homme à tout faire du gouvernement, affirme détenir des dossiers compromettants contre ce dernier. Il a trop dit, ou pas assez. S'il ne constitue pas encore une menace contre les puissants du jour, il représente à coup sûr une nuisance pour eux, selon la grande majorité des sondés. C'est vrai, « il était déjà une nuisance quand il était ministre », et maintenant « il est prêt à tout pour se refaire une virginité politique ». On suppose que « *Bhadain has lots to say and the old guards are worried* », d'autant que « *a bitter man is usually dangerous* ». Mais « *if he has something on his former colleagues, he should go to the proper authorities without the immunity offered by parliament* ». Sinon, « *he has to overcome a big credibility test* ».

4) Est-ce une bonne chose pour l'économie que le nouveau Premier ministre garde le ministère des finances ?

### **Le Premier ministre garde le ministère des finances**



### **Les Finances à temps partiel**

Trois analystes sur cinq estiment que ce serait mieux pour l'économie si le portefeuille des Finances n'était pas entre les mains du nouveau Premier ministre. Car « le poste de Premier ministre est déjà un poste de très grande responsabilité », et ainsi « *he may lack time to focus on key financial issues* ». On doute qu'il ait le temps de voir tous les dossiers qui tombent directement sous lui. Mais pour 40% des sondés, aucun autre député de la majorité n'a la compétence ou la crédibilité pour être un bon ministre des finances. Le Premier ministre peut maintenir sa stratégie de continuité, faire avancer les nombreux dossiers qui traînent, et assurer la mise en œuvre des projets pour le développement économique du pays.

5) Sous le Premier ministre Pravind Jugnauth, la situation économique va...

S'améliorer	23%
Se détériorer	20%
Rester pareille	57%

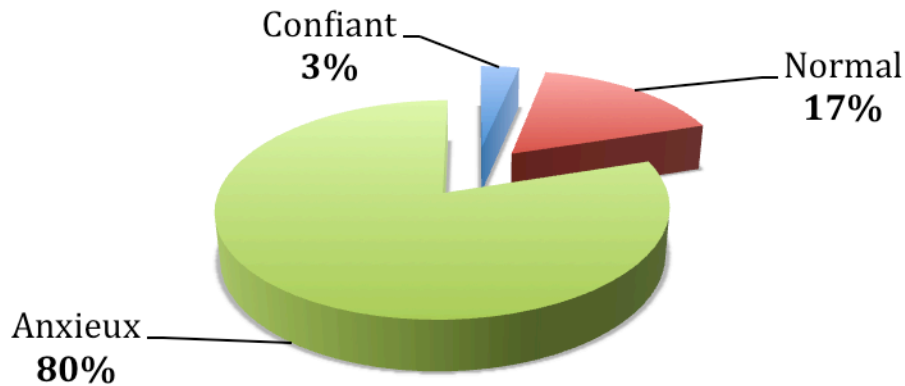
### **Pas d'amélioration économique en vue**

Pour 77% des répondants, la situation économique ne va pas s'améliorer sous le primeministership de Pravind Jugnauth. Au mieux elle restera pareille (57%), au pire elle se détériorera (20%). On s'attend certes à un taux de croissance légèrement plus élevé que celui de l'année dernière. Mais « les turbulences politiques sont susceptibles de nuire à l'économie », et « *the long term stagnation trend will remain intact* ». Il est vrai que « la situation économique de Maurice ne dépend pas seulement du Premier ministre ». Il faut aussi tenir compte des « facteurs externes tels que l'effet Trump, les élections en France et la situation avec le Brexit ». Et la stratégie gouvernementale de rapprochement avec l'Inde pourrait déplaire à nos autres partenaires économiques étrangers.



6) Quel est l'état d'esprit de la communauté des affaires par rapport aux développements post-Brexit...

### La communauté des affaires par rapport au Brexit



### L'effet Brexit déjà ressenti

Quatre sondés sur cinq trouvent anxieuse la communauté des affaires face aux développements liés au Brexit. Le dernier rapport trimestriel de Lux Resorts, qui dit avoir subi un manque à gagner de 20% sur ses revenus en livre sterling, est très révélateur de la situation des hôtels qui sont exposés au marché britannique. Ces derniers sont déjà affectés par le Brexit. Si les conditions économiques internationales se détériorent davantage, « les carottes seront cuites pour Maurice ». Même la performance de son secteur offshore sera mal en point « *if London becomes a tax haven* ». De plus, « *the country is not doing enough in implementing technological changes like its competitors* ».

7) D'après vous, la politique protectionniste de Donald Trump constitue pour les exportations mauriciennes...

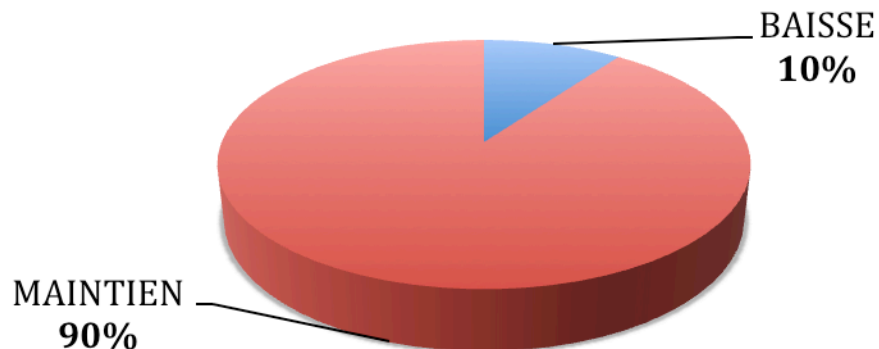
Un Avantage	0%
Un Inconvénient	17%
Une Incertitude	83%

### **Nul protectionnisme n'est avantageux**

Dans une interview de presse, le président de la MEXA déclarait que « *Donald Trump's election will positively impact on the export sector* ». Les analystes interrogés ici ne sont pas si sûrs que ça, puisque personne ne croit que le protectionnisme déraisonné du nouveau président américain représente un avantage pour les exportations mauriciennes. L'incertitude règne parce que « *nothing is certain whether the AGOA facilities will remain* ». Il existe le risque que « *Mauritius can get caught in the net* ». Aussi, des représailles commerciales auront des conséquences fâcheuses sur la croissance mondiale. En homme d'affaires pragmatique, « *Trump cannot afford a tariff war with China, or else he will have to pull the United States out of the World Trade Organisation* ».

8) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?

### Le Repo Rate à la prochaine réunion du comité monétaire



### Trop tôt pour relever le taux d'intérêt

Le comité de politique monétaire se réunira le mercredi 22 février. Lors de la dernière réunion en novembre, certains membres ont fait ressortir « les limites de la politique monétaire ». Dans des déclarations écrites, le gouverneur de la Banque de Maurice a paru plus prudent sur la question de détente monétaire face aux risques inflationnistes. On spéculé désormais sur un revirement de la politique de taux d'intérêt, mais il est très difficile d'envisager que, à peine sept mois après avoir baissé le taux directeur par 40 points de base, le comité décidera de l'augmenter. Neuf analystes sur dix ne peuvent pas se tromper en misant sur le statu quo. Reste que « *it is likely that the Repo Rate will increase later this year once inflation picks up* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 6 au 8 février 2017 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

*Telephone:* +230 2866719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* pluriconseil@orange.mu

*Website:* www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.